

Tribune

# La prise de pouvoir militaire au Myanmar vacille

dimanche 12 février 2023, par [PONGSUDHIRAK Thitinan](#) (Date de rédaction antérieure : 4 février 2023).

**Ce mois-ci, les titres de l'actualité mondiale seront centrés sur le premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui tombe le 24 février. Cette agression extérieure, au cours de laquelle un grand État prend unilatéralement le territoire d'un petit voisin par la force, peut être juxtaposée à une subjugation intérieure au Myanmar, où un coup d'État militaire a eu lieu il y a deux ans cette semaine. Que l'agression ait lieu à l'extérieur entre des États ou à l'intérieur d'un État, les oppresseurs se comportent de la même manière et poursuivent des objectifs similaires de conquête et de domination. Renverser une subjugation interne est aussi moralement contraignant que de renverser une agression externe. Ce dont la coalition de résistance dirigée par les civils du Myanmar a besoin, c'est d'une fraction de l'aide que les Ukrainiens ont reçue.**

Lorsque l'armée du Myanmar (également connue sous le nom de Tatmadaw), dirigée par le généralissime Min Aung Hlaing, a organisé le putsch, peu de gens auraient pu imaginer que la résistance civile serait aussi féroce, déterminée et capable de s'adapter. La plupart des gens pensaient que l'armée du Myanmar réussirait son coup d'État en 2021, comme elle l'avait fait dans le passé, que ce soit en 1962 ou en 1988. Les deux coups d'État de 2006 et 2014 en Thaïlande ont prouvé, une fois de plus, que les prises de pouvoir militaires sont une entreprise de routine pour les généraux avides de pouvoir lorsqu'ils le jugent bon.

Mais cette fois-ci, la prise de pouvoir par le Tatmadaw n'a pas réussi à consolider son emprise territoriale et à gouverner la population au cours des deux dernières années. En réponse à la prise de pouvoir par les militaires, un soulèvement anti-coup d'État s'est immédiatement développé dans tout le pays et s'est organisé autour des représentants élus lors des élections de novembre 2020 et du gouvernement d'unité nationale (GUN) dirigé par des civils [\[1\]](#). Il a fini par inclure des milices de fortune, composées de villageois et de jeunes urbains qui ont formé les omniprésentes Forces de défense du peuple (PDF) en alliance avec les organisations de résistance ethnique (ORE) dans tout le pays.

Personne ne l'a vu venir - que le GUN, ainsi que le Comité consultatif d'Unité nationale (CCUN) qui l'a suivi, gagneraient en puissance et deviendraient un gouvernement civil élu viable qui bénéficie d'un soutien et d'une reconnaissance internationale croissants. On n'avait pas prévu qu'une Tatmadaw aguerrie serait incapable de mater la résistance au combat et de consolider son pouvoir face à des armées ethniques et à un groupe de milices en haillons utilisant des tactiques de guérilla.

C'est donc une véritable guerre civile et une impasse qui se développent aujourd'hui au Myanmar. Aucun des deux camps ne peut résolument l'emporter. On estime que la moitié du pays est sous le contrôle de l'alliance de l'opposition, qui gagne du terrain et inflige chaque jour davantage de pertes aux forces de sécurité. Pourtant, le Tatmadaw dispose d'armes, de blindés et de la puissance

aérienne nécessaire pour poursuivre indéfiniment le combat, notamment parce qu'il tire suffisamment de revenus de la vente des lucratives ressources naturelles du Myanmar. Alors que le GUN, les PDF, les ORE et les autres composantes nationales de la coalition anti-coup d'État ont l'engagement, la détermination, la volonté et un soutien matériel croissant pour résister jusqu'au bout à l'asservissement, la junte, sous l'égide du Conseil d'administration de l'État (SAC), s'est retranchée pour le long terme.

La violente répression de l'armée contre le soulèvement des civils a fait des milliers de morts, les médias faisant état de mutilations gratuites, de pillages, de tortures et de viols. Selon les Nations unies, près de 20 000 civils ont été arrêtés sans procédure régulière, tandis que plus de 1,5 million de personnes ont été déplacées de chez elles. L'aggravation de la crise humanitaire a ramené le Myanmar aux jours les plus sombres de la dictature.

Dans ces circonstances désespérées, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE, ASEAN) s'est montrée impuissante à promouvoir un dialogue pacifique et risque de devenir complice passive des crimes atroces commis par le Tatmadaw contre son propre peuple. Le Myanmar a mené l'ASEAN en bateau dans sa quête de légitimité, et l'ASEAN laisse faire. Certes, elle est divisée sur l'attitude à adopter face au coup d'État du Myanmar. L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et Singapour ont appelé à la restauration du processus démocratique, mais les autres pays ont accepté ce qu'ils considèrent comme un fait accompli en faveur du généralissime Min Aung Hlaing.

Une grande partie de ce qui peut être fait au sujet du Myanmar, sans parler de la crédibilité globale de l'ASEAN, dépend de la présidence indonésienne de cette année. Le président indonésien Joko Widodo, à la fin d'une décennie au pouvoir, voudra probablement laisser un héritage durable en matière de politique étrangère, notamment le rétablissement de la centralité et de la cohésion de l'ASEAN. Mais tant que le SAC maintiendra son intransigeance et fera fi des recommandations de l'ASEAN, telles que le consensus en cinq points d'avril 2021, le groupement restera probablement inefficace pour favoriser la paix et le dialogue dans le contexte de la guerre civile au Myanmar.

La communauté internationale, des États-Unis à l'Union européenne en passant par les Nations unies, a imposé des sanctions et émis des condamnations répétées. Mais la Chine a soutenu la junte et la Russie a été l'un des principaux fournisseurs d'armes des dirigeants illégitimes du Myanmar. Ce que les partisans de la démocratie peuvent faire de l'extérieur, c'est devancer le programme de blanchiment de la junte, notamment le projet d'organiser des élections dans un avenir proche. Un scrutin dans ces circonstances de coup d'État, au milieu d'une guerre civile que la junte est en train de perdre, serait un exercice bidon destiné à donner aux généraux un semblant de légitimité et de contrôle. L'ASEAN devrait également être consciente de cette perspective et éviter d'approuver le simulacre d'élection du SAC.

Un problème de sécurité à plus long terme pour le peuple du Myanmar et pour la région est l'éclatement potentiel du pays en petits États et en entités séparées et semi-autonomes. Si la Tatmadaw perd encore du terrain et montre des signes d'effondrement, peut-être en raison de défaites sur le champ de bataille et de défections, il sera urgent de maintenir l'unité de l'Union du Myanmar et d'éviter la désintégration et la « balkanisation », un scénario que le GUN et le CCUN doivent éviter. Il incombe aux partisans nationaux et à la communauté internationale de veiller à ce que la cohésion territoriale et politique du Myanmar reste intacte, car un éclatement serait désastreux pour le voisinage et une source d'instabilité à plus grande échelle.

Étant donné que l'équilibre du champ de bataille déterminera la guerre civile et le sort du pays, l'opposition armée a besoin d'armes défensives fournies par des appuis étrangers partageant les mêmes idées, en particulier d'une capacité anti-aérienne portable permettant de neutraliser les frappes aériennes.

La grande majorité du peuple du Myanmar met sa vie en danger pour reprendre un avenir qui lui a été volé par un régime odieux, déterminé à conserver le pouvoir et à consolider ses intérêts particuliers.

Le peuple du Myanmar mérite une seconde chance pour rouvrir [l'avenir] et voir de nouveau la lumière au bout de l'actuel sombre tunnel. Ayant joué un rôle essentiel dans la réouverture du Myanmar en 2011-21 qui a donné naissance à une nouvelle génération avec des attentes croissantes pour un avenir meilleur, la communauté internationale ne doit pas se dérober à son obligation d'accompagner le Myanmar dans une autre transition vers des jours meilleurs.

**Thitinan Pongsudhirak**

---

**P.-S.**

• The Irrawaddy. 4 février 2023

<https://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/2497626/myanmars-military-takeover-falters>

Cet article a été publié pour la première fois dans le Bangkok Post :

<https://www.bangkokpost.com/opinion/opinion/2497626/myanmars-military-takeover-falters>

• Thitinan Pongsudhirak, PhD, est professeur à la Faculté des sciences politiques et chercheur principal à l'Institut d'études internationales et de sécurité de l'Université Chulalongkorn.

---

**Notes**

[1] Le NUG n'a été formé que le 16 avril 2021. L'appel immédiat à résister au coup d'État a été lancé par le Mouvement de désobéissance civile (CDM), d'une part, et la Ligue nationale pour la démocratie, d'autre part. Le CDM n'était pas dirigé par la LND. Note de l'ESSF.